

Mobilisation online et nouveaux modèles participatifs des migrants. Le cas des Roumains en Suisse¹

Mihaela NEDELCU*

Key-words: *transnationalism, online participation, netizenship, migration, Romania, Switzerland*

Les technologies d'information et de communication (TIC) façonnent des modes de vie interconnectés et transforment les rapports au territoire ainsi que le sens d'appartenance de nouvelles générations. Sur le plan migratoire, elles génèrent de nouveaux espaces transnationaux où migrants et non-migrants multiplient leurs interactions, avec des conséquences sociales complexes et dialogiques (Nedelcu 2009). En facilitant la coprésence d'acteurs mobiles et dispersés, Internet encourage de nouvelles formes d'action collective.

Cet article explore son potentiel en tant que nouvelle sphère publique transnationale en contexte migratoire. Dans un premier temps, nous abordons les questions de l'appartenance (nationale), de la participation (politique) et de la citoyenneté (flexible) sous l'angle des études transnationales. Ensuite, nous nous penchons sur l'analyse d'une étude de cas de mobilisation online des migrants roumains. Plus précisément, cette étude concerne une campagne d'image online qui a mobilisé un grand nombre de migrants roumains en Suisse lors du référendum organisé en février 2009 dans ce pays contre l'extension des accords de libre circulation à la Roumanie et la Bulgarie, les deux derniers Etats-membres de l'Union Européenne. Elle se base sur une analyse de contenu de données webographiques extraites du site web www.casa-romanilor.ch, suite à une observation approfondie des échanges et des dynamiques développées sur ce site entre décembre 2008 et février 2009. Quelques entretiens compréhensifs menés en avril-mai 2009 ont complété notre investigation.

En conclusion, cet article met en évidence l'impact des TIC sur la mobilisation citoyenne et politique des migrants. D'une part, Internet constitue un espace d'expression démocratique investi par certains groupes de migrants; d'autre part, il produit de nouveaux mécanismes d'interaction des minorités migrantes avec la société civile et l'Etat, générant ainsi une nouvelle forme de participation

¹ Une version plus élaborée de cet article, intitulée « « Cybercitoyenneté » et mobilisation online des migrants : nouvelles formes de participation transnationale et d'action collective à l'ère du numérique a été publiée en 2010 dans la revue « Migrations et Société ». « « Cybercitoyenneté » et mobilisation en ligne des migrants : nouvelles formes de participation transnationale et d'action collective à l'ère du numérique », Migrations Société, 22 (132), pp. 139-153.

* Institut de Sociologie, Neuchâtel, Suisse.

citoyenne (netizenship) et un nouvel équilibre des relations de pouvoir au sein d'une sphère publique transnationale.

Participation transnationale et citoyenneté des migrants à l'ère du numérique : quelques bases théoriques

Bien qu'un nombre de scientifiques ont montré que le transnationalisme migrant n'est pas une caractéristique de la modernité (Schnapper 2001; Vertovec 1999), les processus transnationaux acquièrent une qualité nouvelle à l'ère du numérique (Nedelcu, 2009). Ils se caractérisent par l'intensité et la simultanéité des échanges et des activités de longue distance qui enjambent des frontières étatiques, participant à l'émergence de nouveaux habitus transnationaux (Nedelcu, 2010) et engendrant une transformation profonde des structures sociales (Vertovec 1999). Le *migrant online* – acteur de la modernité au croisement de l'*homo mobilis* et l'*homo numericus* – incarne par ailleurs certains des changements sociaux générés par deux des principales forces motrices du monde social d'aujourd'hui: la mobilité et la technologie (Castells 1998; Nedelcu 2009). Capable d'agir à distance, il redessine une nouvelle géographie du social et du politique, en maîtrisant des champs sociaux transnationaux et contribuant à la reconfiguration des rapports de pouvoir entre des acteurs locaux et globaux.

Dans ce contexte, les gouvernements des pays d'origine et d'accueil s'intéressent de plus en plus aux loyautés plurielles que les migrants affichent au quotidien. D'un point de vue politique, les transmigrants vivent en prise avec plusieurs régimes de citoyenneté et de participation, à l'œuvre à la fois dans le pays d'origine et dans leur pays d'accueil. Le contact avec des idéologies et des systèmes politiques différents façonne leur sens d'appartenance et de responsabilité au sein des Etats-nations (Levitt et Glick-Schiller 2003). L'orientation transnationale des migrants renforce souvent leurs valeurs démocratiques à travers la mise en place d'un cadre dual de références. Le transnationalisme migrant demeure toutefois à une focale nationale et la mobilisation des migrants en faveur de leur pays d'origine est souvent perçue comme une forme de nationalisme de longue distance (Glick-Schiller et Fouron 2004). Les Etats d'origine s'adaptent en étendant leur rôle cohésif en dehors des frontières nationales. Ils sont nombreux à s'ouvrir aux régimes de double nationalité et à engager des réformes consulaires et des mesures incitatives à l'égard de leurs ressortissants, encourageant les remises monétaires, la participation économique et le lobby politique. Cette nouvelle logique inclusive enclenche une « globalisation des politiques locales » et donne naissance à des « politiques nationales déterritorialisées » (Glick-Schiller et Fouron 2004; Castells 2008). Néanmoins, cette tendance de développer des « politiques de nations globales » ne reflète pas une dilution du pouvoir de l'Etat-nation. Car, s'il étend ses prérogatives au-delà des frontières nationales, l'Etat cherche à réinventer son rôle au sein des processus complexes de gouvernance politique et de gouvernement dans un monde fait de multiples interconnexions (local-global) dans lesquelles se dessinent de nouvelles « zones de souveraineté graduelle » (Ong 1999).

Citoyenneté à l'ère du numérique

Si la nation peut acquérir une dimension extraterritoriale et peut se propager au-delà des frontières de l'Etat sous forme de transnationalisme, que devient dès

lors la citoyenneté dans un monde en voie de globalisation, au carrefour d'amples processus de « dénationalisation » (Sassen, 2003), de « globalisation interne » (Beck, 2006), de « glocalisation » (Robertson, 1994) ou de « cosmopolitisation » (Beck, 2006)?

A première vue, la réponse à cette question devrait être simple car

la citoyenneté politique est typiquement circonscrite, limitée et régulée à l'intérieur des frontières nationales, même quand elle peut être duale ou multiple dans un sens juridico-légal (Labelle et Midy 1999: 221, n.t.).

Les Etats continuent d'être contraints, dans l'exercice de leur autorité, par les limites territoriales du pouvoir politique et cela même quand ils sont conscients et sensibles face au défi transnational. Néanmoins, si on regarde de plus près les formes de mobilisation et de participation citoyennes des migrants, la réalité s'avère plus complexe. En effet, l'appartenance nationale peut s'exprimer en dehors des mécanismes de régulation politique car « des personnes qui vivent dans des champs sociaux transnationaux réclament des droits aux Etats en tant que citoyens légaux ou substantiels » (Levitt et Glick-Schiller 2003: 24, n.t.). Plus globalement, selon Roger Brubaker

ce qui constitue la citoyenneté, c'est-à-dire un ensemble de droits ou de modèles de participation, n'est pas nécessairement lié à une appartenance étatique formelle. La citoyenneté formelle n'est ni une condition nécessaire ni suffisante pour la citoyenneté substantielle (Brubaker 1992: 36, n.t.).

Ainsi, aux aspects purement formels de l'appartenance à un Etat-nation s'ajoutent d'autres facteurs plus substantiels tels que les droits et les responsabilités non seulement politiques, mais aussi civils, sociaux, économiques et culturels. Par ailleurs,

des migrants transnationaux vivent souvent dans un pays où ils ne demandent pas la citoyenneté et revendiquent la citoyenneté dans un pays où ils ne vivent pas [...] ils peuvent réclamer l'appartenance dans des multiples régimes politiques où ils peuvent être résidents, résidents temporaires, voire absents (Fitzgerald 2000: 10, n.t.).

Cette réalité questionne l'idée que la citoyenneté devrait être circonscrite à l'intérieur des frontières territoriales d'une communauté nationale. Certains auteurs soulignent l'émergence d'une forme de « citoyenneté transnationale » (Bauboch 1994) ou de « citoyenneté flexible » qu'Aihwa Ong explique par une logique culturelle de la mobilité qui incite les sujets « à répondre de manière fluide et opportuniste à des conditions politico-économiques changeantes » (Ong 1999: 6, n.t.).

TIC et sphère publique transnationale

Ce débat s'enrichit d'une dimension nouvelle à l'ère du numérique. Les TIC favorisent l'émergence de nouvelles sphères publiques transnationales au sein desquelles des populations migrantes et non-migrantes se rencontrent, partagent des intérêts et des valeurs communs et se mobilisent ensemble pour défendre des causes d'intérêt public dans de nouveaux espaces d'action collective (Nedelcu 2009; Mitra et Watts 2002). Manuel Castells met en évidence le déplacement d'une sphère publique « articulée autour des institutions nationales d'une société territorialement

délimitée vers une sphère publique constituée autour du système des médias » (Castells 2008: 90, n.t.). Les réseaux Internet et les ressources qui y circulent constituent alors un outil clé pour doper l'exercice de la responsabilité civique et la participation au sein d'une « société en réseaux » (Castells 1998) qui « organise sa sphère publique plus que toute autre forme historique d'organisation sur la base des réseaux de communication média » (Castells 2008: 79, n.t.). Une « nouvelle sphère publique globale » se forge ainsi autour d'un « espace de communication multimodale » construit sur la trame des réseaux et des systèmes de communication Internet (Castells 2008). On peut parler d'une nouvelle « démocratie de la communication » fondée sur les nouveaux médias des masses qui fonctionnent grâce à des réseaux horizontaux de communication, et qui sont pour cette raison profondément différents des mass-médias (De Rosnay 2006).

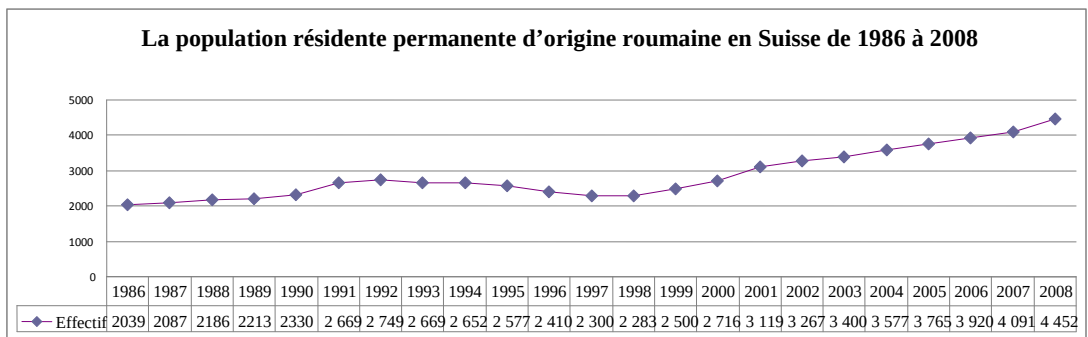
Netizenship – une nouvelle forme de participation des migrants. Le cas de la mobilisation online des migrants roumains en Suisse

L'étude de cas suivant, focalisée sur une campagne online qui a eu pour but d'équilibrer un discours diffamatoire à l'égard des immigrants roumains de Suisse, permettra d'analyser l'impact des TIC et en particulier d'Internet sur la mobilisation citoyenne des migrants.

Le contexte des migrations roumaines en Suisse

La Suisse, qui n'est pas un Etat-membre de l'Union européenne (UE), ne constitue pas une destination privilégiée pour les migrants roumains. En 2008, le nombre total des personnes d'origine roumaine dans la population étrangère résidente permanente en Suisse se limitait à quelque 4 452 individus, soit approximativement le double des effectifs enregistrés en 1989 (Tableau 1).

Tableau 1: La population résidente permanente d'origine roumaine en Suisse de 1986 à 2008



Source: Statistiques des étrangers et de l'asile (Volume 1: Effectifs et mouvements; Volume 2: Résultats rétrospectifs) de l'Office fédéral des migrations (ODM), édition 2008.

Cette évolution est plutôt singulière en rapport avec les pays de l'UE qui ont attiré des flux massifs de migrants roumains, à la fois qualifiés et peu qualifiés, en situation régulière et irrégulière (Sandu 2006).

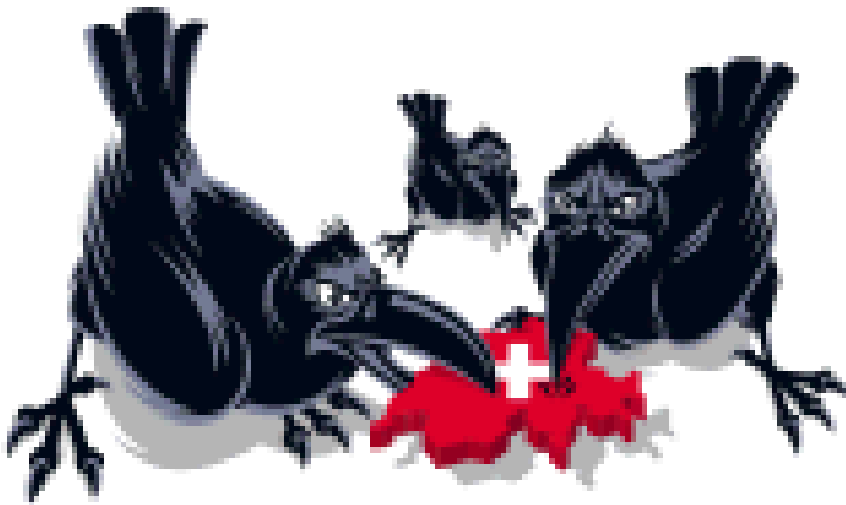
Une des raisons de cette présence particulièrement faible des Roumains en Suisse est liée à la politique migratoire suisse. Basée sur un modèle « à deux cercles », elle accorde une préférence légale aux travailleurs étrangers ressortissants des pays européens (1^{er} cercle) face aux nationaux de tout autre pays (2^{ème} cercle). Pour cette raison, les migrations de travail en provenance de Roumanie ont été découragées jusqu'en 2009 quand un protocole d'extension de la libre circulation des Roumains et des Bulgares a été adopté (au 1^{er} juin). Néanmoins, la migration roumaine demeure strictement régulée jusqu'en 2016 par l'introduction de contingents limités de travailleurs roumains et bulgares sur le marché du travail suisse.

Par ailleurs, la Suisse occupe une place d'exception dans le paysage géopolitique européen. Ses rapports avec l'UE sont régis par un accord entré en vigueur au 1^{er} juin 2002, comportant sept chapitres dont un sur la libre circulation des personnes. Cet accord (« Bilatérales I ») avait été validé en 2000 par un référendum populaire, sous condition d'une clause probatoire de sept ans. En 2009, la Suisse a dû se prononcer sur l'abrogation ou la reconduite illimitée de l'accord, y compris l'extension des droits de libre circulation de la force du travail aux ressortissants de deux derniers pays membres de l'UE, la Roumanie et la Bulgarie. Le parlement suisse a regroupé les deux questions (le renouvellement de l'accord avec l'UE et son application à la Roumanie et la Bulgarie) dans un décret fédéral unique, adopté à la majorité des voix des parlementaires. Certains milieux politiques de droite², opposés à la reconduction de l'accord mais surtout à son extension aux deux nouveaux Etats membres de l'UE, ont lancé un référendum³ contre ce décret. Ils ont misé sur des arguments tels que : le syndrome du « plombier polonais », la peur du « dumping salarial », les risques de voir la criminalité augmenter, etc. L'Union Démocratique Chrétienne (UDC), bien qu'elle ne soit pas à l'origine du référendum, en a fait son champ de bataille. Elle a lancé une campagne média offensive et publié une affiche provocatrice montrant trois corbeaux menaçant la Suisse (Figure 1). Cette affiche politique a envahi l'espace public des villes suisses et occupé une place de premier rang dans l'espace publicitaire des journaux nationaux. En parallèle, les représentants de l'UDC ont multiplié leurs interventions dans les principaux médias en insistant sur le risque d'une « déferlante roumaine », et notamment de l'augmentation dramatique de la délinquance associée aux populations Rom. Les télévisions régionales et nationales ont organisé de nombreux débats dans lesquels des arguments des plus divers et contradictoires ont été défendus. Néanmoins, le discours public a été dominé par un amalgame persistant entre « Roms criminels » et « travailleurs roumains » ; dans l'imaginaire collectif, les « corbeaux noirs » ont été associés généralement aux futurs immigrés roumains assimilés de manière réductrice à des migrants Rom venant de Roumanie.

² Lega dei Ticinesi, les jeunes UDC (Union démocratique chrétienne) et les Démocrates suisses.

³ Selon la constitution suisse, toute question d'intérêt public peut être soumise à la voix populaire par référendum à condition qu'au moins 50 000 signatures soutiennent une telle initiative.

Figure 1 : L’affiche de l’UDC dans la campagne référendaire



«Ouvrir la porte aux abus ? Non !», UDC, 2009

L’affiche a provoqué un scandale, le débat dépassant les frontières de la Suisse. L’Etat roumain a utilisé des canaux diplomatiques pour exprimer son inquiétude et l’ambassadeur suisse à Bucarest a été invité par le ministre roumain des Affaires étrangères à donner des explications sur cette campagne. A Berne, les représentants diplomatiques roumains ont silencieusement travaillé pour créer une opinion plus favorable au sein des milieux politiques et économiques suisses.

www.casa-romanilor.ch: la réponse de la communauté roumaine en Suisse

En réponse à cette situation, plusieurs immigrants roumains de Suisse ont réagi en commençant à prendre position à l’égard du débat politique. Bien que les Roumains manquent des structures communautaires solides dans les cantons suisses⁴, le site web www.casa-romanilor.ch⁵ a assumé un rôle clé dans la mobilisation des Roumains de Suisse au sujet du référendum. Le créateur du site a utilisé les réseaux formés autour de cette agora virtuelle afin de lancer une contre-campagne ayant comme but d’améliorer l’image de la communauté roumaine de ce pays tout en lui donnant un droit à l’expression. Au début du mois du décembre 2008, il a posté sur la page principale du site web un appel à l’action en initiant la campagne d’image « La Suisse vote pour nous aussi ! ». L’idée de cette campagne était tout d’abord d’envoyer un signal clair au peuple suisse qu’il n’y a aucune raison objective de craindre les immigrants roumains. Ce message devait être transmis

⁴ A une exception près, les associations culturelles roumaines (au nombre de sept) sont très récentes et plutôt fragmentées, avec peu d’expériences collaboratives.

⁵ Ce site a été créé en 2003 par un jeune informaticien roumain établi à Zurich avec le but d’offrir une plateforme communautaire qui puisse ensuite servir de base pour la création d’une association roumaine au niveau national. Le nom de ce site, *Casa Romanilor*, a une forte signification symbolique : la « maison roumaine » en Suisse.

par des Roumains éminents résidant en Suisse, des Suisses impliqués dans des activités économiques, culturelles ou humanitaires en Roumanie, ainsi que d'autres personnalités roumaines et des migrants potentiels de Roumanie. Ensuite, cette campagne ambitionnait aussi à susciter une prise de conscience parmi les doubles nationaux afin d'encourager les Roumains naturalisés suisses à participer au vote.

Le site web *Casa Romanilor* a hébergé ce projet. La stratégie de communication mise en place s'est focalisée sur les canaux Internet, visant à placer des bannières sur d'autres sites web suisses à haut trafic renvoyant vers les pages de la campagne (traduites en français et en allemand). Bien que le temps très court jusqu'aux votations (deux mois) a constitué un obstacle pour l'implémentation efficace de cette stratégie, l'initiative a reçu un écho positif et a éveillé l'intérêt de la communauté roumaine. Quelques dizaines de personnes ont pris position publiquement et ont envoyé des messages pour être publiés online. Leurs arguments ont été des plus variés, en soulignant le profil diversifié des immigrés roumains de Suisse, la contribution de ces derniers à la croissance économique, aux milieux de la recherche et de l'innovation en Suisse, les traits culturels et historiques de l'amitié roumano-suisse, des projets concrets de dialogue interculturel, des données statistiques objectives concernant les flux migratoires des Roumains en Europe et en Suisse, des expériences plus subjectives et affectives témoignant d'une solidarité roumano-suisse, etc. Une artiste roumaine de Zürich a dessiné une affiche alternative qui a été adoptée comme symbole de la campagne roumaine. Les forums de discussions de *Casa Romanilor* sont devenus une arène démocratique d'expression, où des citoyens roumains vivant en Suisse, en Roumanie ou ailleurs dans le monde, mais aussi des citoyens suisses sont venus exprimer et confronter leurs opinions, en formulant des arguments *pro* et *contra*.

Un « mouvement d'action contre l'affiche diffamatoire d'UDC » plus ciblé a vu ainsi le jour, se concrétisant dans une lettre de protestation adressée au Président de la Confédération et au gouvernement suisse (Figure 2). Cette lettre a été signée online par 512 personnes. Si la plupart des signataires sont des Roumains résidant en Suisse et des Suisses pro-européens et sympathisants de la Roumanie, quelques dizaines étaient des Roumains vivant en France, Allemagne, aux Etats-Unis, en Italie, Espagne et Roumanie.

Figure 2 : Lettre ouverte, source : www.casa-romanilor.ch, consulté le 1^{er} mars 2010



Casa românilor
Portalul românilor din Elveția

01.03.2010



[Știri](#) | [Cultural](#) | [Biserici](#) | [Organizații](#) | [Util](#) | [Agenda ARCH-I](#) | [Diaspora](#) | [Forum](#) | [Despre noi](#)

Legături suplimentare

- Deutsch
- Română
- La lettre aux destinataires
- 24 Heures
- Moutons de Garde
- Gauche bdo
- Tages Anzeiger
- World Radio Switzerland
- Communauté genevoise d'action syndicale

Articles pe aceeași temă

- Je vais voter OUI parce que...
- La Roumanie et la Suisse, périphérie et centre de l'Europe
- Lucien Metzner: "Ceux qui ont peur de se faire voler des postes de travail peuvent aller travailler en Roumanie"
- Bonjour mon voisin suisse
- Une histoire de corbeaux

Autentificare

Trimis de Cosmin Mia, 07/01/2009 - 8:08pm. La Suisse vote pour nous aussi



Ouvrir la porte aux abus?

Non!

Lausanne, le 15 janvier 2009

Monsieur Hans-Rudolf Merz
Président de la Confédération helvétique et de l'ensemble du Collège gouvernemental
Palais Fédéral,
3003 BERNE

Lettre ouverte à Monsieur Rudolf Merz, Président de la Confédération Helvétique et de l'ensemble du Collège gouvernemental

Nous, signataires de la présente lettre, nous nous permettons de vous faire savoir notre profonde inquiétude quant à la campagne d'affichage menée par l'UDC, qui pollue les murs des villes et des villages de ce pays.

Nous considérons que l'affiche représentant la Roumanie et la Bulgarie comme des oiseaux de malheur s'attaquant à la Suisse constitue une grande insulte à l'adresse des deux peuples, membres à part entière de l'Union Européenne. De plus, les Roumains et les Bulgares vivant en Suisse, participent par tous leurs moyens au développement de la prospérité nationale. Dès lors, nous nous adressons à vous pour que dans la mesure du possible, cette affiche qui constitue un grave défi à la démocratie, une incitation à la peur et à la haine de l'autre, soit condamnée et retirée de la voie publique.

L'enjeu du référendum étant de taille à la fois pour le gouvernement suisse comme pour celui roumain, la campagne de *Casa Romanilor* a été remarquée par les milieux politiques et les médias nationaux des deux pays. Cette « voix virtuelle » a pu ainsi pénétrer l'espace des médias dominants. Les grands quotidiens roumains ont repris les arguments de la campagne et ont publié dans leurs pages certains des sujets traités par les internautes. Quelques participants à la campagne online, identifiés en tant que leaders d'opinion, ont été approchés par des radios et des télévisions suisses et invités à participer à des débats publics (télévisés). D'autres personnes, encouragées par l'effet « boule de neige » générée par cette campagne, ont osé prendre d'autres initiatives privées. Certaines ont contacté des journaux et des associations locales, d'autres ont agi comme promoteurs de la « cause roumaine » dans leur entourage immédiat (collègues, voisins, etc.).

S'il reste difficile d'apprécier la portée et l'impact réel de la campagne online sur le résultat final du vote, il faut cependant noter le rôle crucial du site *Casa-Romanilor* pour faire place à un discours minoritaire dans le jeu des médias. D'une part, Internet a contribué à l'organisation horizontale de la communauté roumaine (transnationale). D'autre part, il a généré une dynamique d'en bas qui a pénétré dans le débat dominant, permettant ainsi d'entendre la voix d'une minorité.

Conclusion

Cet article souligne l'apport des TIC dans la discussion des formes de mobilisation politique et citoyenne des (trans)migrants. D'une part, Internet offre

aux minorités migrantes un nouvel espace d'expression, plus facilement accessible. D'autre part, il crée des conditions propices à l'action collective des populations migrantes et non-migrantes dispersées.

De cette façon, Internet génère un nouveau modèle participatif articulant des dimensions et des dynamiques à la fois locales et globales. En outre, il donne naissance à des nouvelles formes de « diplomatie publique » ou de « diplomatie du public » (Castells 2008: 91) qui « renforce le dialogue entre différents collectifs sociaux et leurs cultures dans l'espoir de partager le sens et la façon de comprendre » (Castells 2008: 91, n.t.).

En conclusion, le *netizenship* se précise comme une nouvelle forme horizontale de participation et de citoyenneté active. Internet produit de nouveaux mécanismes d'interaction (déterritorialisée) des minorités migrantes avec la société civile et l'Etat et génère ainsi un nouvel équilibre des relations de pouvoir au sein d'une sphère publique transnationale.

Bibliographie

Bauböck 1994: Rainer Bauböck, *Transnational Citizenship: Mexican Migration and the Transnational Politics of Community*, La Jolla, CA, Center for Comparative Immigration Studies.

Beck 2006: Ulrich Beck, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*, Paris, Aubier.

Brubaker 1992: Rogers Brubaker, *Citizenship and Nationhood in France and Germany*, Harvard University Press.

Castells 1998: Manuel Castells, *La société en réseaux*. Tome I. L'ère de l'information, Paris, Fayard.

Castells 2008: Manuel Castells, *The New Public Sphere: Global Civil Society, Communication Networks, and Global Governance*, in "The Annals of the American Academy of Political and Social Science", 616 (78), p. 78-93.

De Rosnay 2006: Joël De Rosnay, *La révolte du pronétariat. Des mass média aux médias des masses*, Paris, Fayard.

Fitzgerald 2000: David Fitzgerald, *Negotiating Extra-Territorial Citizenship: Mexican Migration and the Transnational Politics of Community*, La Jolla, CA, Center for Comparative Immigration Studies, Monograph Series No. 2.

Glick Schiller, Fouron 2001: Nina Glick Schiller, Georges Fouron, *George Woke Up Laughing: Long Distance Nationalism and the Search for Home*, Durham, Duke University Press.

Labelle, Midy 1999: Micheline Labelle, Franklin Midy, *Re-reading citizenship and the transnational practices of immigrants*, in "Journal of Ethnic and Migration Studies", 25 (2), p. 213-32.

Levitt Glick-Schiller 2003: Peggy Levitt, Nina Glick-Schiller, *Transnational Perspectives on Migration: Conceptualizing Simultaneity*, in "International Migration Review", 38 (3), p. 1002-1039.

Mitra, Watts 2002: Ananda Mitra, Eric Watts, *Theorizing Cyberspace: the Idea of Voice Applied to the Internet Discourse*, in *New Media Society*, 4, p. 479-498.

Nedelcu 2009: Mihaela Nedelcu, *Le migrant online. Nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*, Paris, L'Harmattan.

Nedelcu 2010: Mihaela Nedelcu, *Les migrants online: identités, habitus transnationaux et nouveaux modèles du lien social à l'ère du numérique*, in "Revue d'Etudes comparatives Est Ouest", vol. 41 (4) pp. 49-72.

Ong 1999: Aihwa Ong, *Flexible Citizenship. The Cultural Logics of Transnationality*, Durham & London, Duke University Press.

Robertson 1994: Roland Robertson, *Globalisation or Glocalization?*, in "The Journal of International Communication", 1 (1), p. 33-52.

Sandu 2006: Dumitru Sandu (ed.), *Locuirea temporară în străinătate. Migrația economică a românilor 1990-2006*, București, Fundația pentru o Societate Deschisă, <http://www.osf.ro>

Sassen 2003: Saskia Sassen, *Globalization or denationalization*, "Review of International Political Economy", 10 (1), p. 1-22.

Schnapper 2001: Dominique Schnapper, *De l'Etat-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspora*, in "Revue Européenne des Migrations Internationales", 17 (2), p. 9-36. <http://remi.revues.org/document1943.html>, consulté le 20/07/2005.

Vertovec 1999: Steven Vertovec, *Conceiving and researching transnationalism*, in "Ethnic and Racial Studies", 22 (2) March 1999, p. 447-462.

Online Mobilization and New Patterns of Migrant Participation. The case of Romanian Migrants in Switzerland

As a new transnational public sphere within a migration context, Internet appears as a space of collective action for international migrants. This paper explores how ICTs encourage the migrants' participation of migrants, increase their visibility in the public space and facilitate their lobby. On the one hand it shows that Internet offers a space for democratic expression for minorities of migrants; on the other hand, platforms of online communication enable collective mobilization. Thus, Internet contributes to the raise of a new participatory model and generates a new balance of power within a transnational public sphere.